



L'imbroglie irakien

Après une semaine de combats meurtriers entre l'armée irakienne et les miliciens de l'Armée du Mahdi, les deux parties sont arrivées à un accord. Mais l'accalmie reste très précaire et la solution bien provisoire.

Mardi 25 mars, le Premier ministre irakien Nouri Al Maliki lançait une opération militaire de grande envergure dans la ville de Bassora pour mettre au pas l'Armée du Mahdi de Moqtada Sadr. Si Al Maliki ne l'a pas désignée explicitement, il n'y a néanmoins aucun doute quant à l'objet réel de cette intervention qu'il a supervisée personnellement. C'est bien la milice la plus puissante du pays qui était visée. Le gouvernement exige en effet depuis des mois la dissolution de cette organisation paramilitaire qui échappe à son contrôle.

Le choix de Bassora n'est pas fortuit : la deuxième ville du pays, située à 550 kilomètres

au sud de Bagdad, ne manque pas en effet d'attiser les convoitises. Dotée d'un grand port pétrolier, elle constitue un véritable poumon économique pour le pays. Depuis le retrait à la mi-décembre des forces britanniques de cette région stratégique, Bassora et sa province sont l'objet d'une violente concurrence entre différentes factions chiites, dont les sadristes, particulièrement influents. De plus, la perspective des élections provinciales prévues pour le 1^{er} octobre prochain n'arrange pas la donne.

Violences interchiites

Voilà qui montre comment politique et ressources énergétiques sont étroitement liées et comment de telles considérations sont à

même de briser la cohésion, y compris au sein d'une même communauté.

Alors qu'Al Maliki lançait mercredi 26 mars un ultimatum de 72 heures aux miliciens pour qu'ils déposent leurs armes, Moqtada Sadr appelait à des négociations ainsi qu'à une campagne de protestations nationales contre les attaques dont son mouvement faisait l'objet. Il semble toutefois que le gouvernement irakien ainsi que les Américains, qui ont encouragé l'opération, aient largement sous-estimé la capacité de riposte des miliciens et le soutien populaire dont bénéficie leur jeune leader religieux, fervent opposant à la présence américaine en Irak. Très vite, les accrochages de Bassora se propagent dans le sud du pays ainsi que dans les quartiers chiites de Bagdad, en tête desquels Sadr

■ Miliciens chiites célébrant à Bassora la fin des hostilités entre l'armée du Mahdi et le gouvernement irakien.

Le vainqueur de ces affrontements reste Téhéran. L'armée américaine a fait appel à l'influence de l'Iran pour stopper les violences.

City. Ce vaste quartier populaire qui compte à lui seul plus de deux millions d'habitants a été totalement isolé du reste de la ville par des barages des forces de sécurité irakiennes et par des troupes américaines. Dès jeudi, des partisans de Sadr ont manifesté dans cette partie de la ville, réclamant la démission du Premier ministre dont ils contestent la légitimité, Al Maliki étant perçu comme un traître agissant pour le compte des Etats-Unis. Rassemblée devant le bureau du mouvement sadriste, la foule exigeait une plus grande représentation dans les instances de décision du pays. Le soir même, la capitale était placée sous couvre-feu total. Le lendemain, les forces anglo-saxonnes intervenaient afin d'appuyer les troupes irakiennes. Samedi 28 mars, les affrontements s'étendaient jusqu'à la ville sainte de Kerbala.

Un cuisant échec

Suite à l'appel de Sadr pour un règlement pacifique et à l'aggravation de la situation, Nouri Al Maliki a fini par entrer en contact avec l'Armée du Mahdi pour apaiser les violences. Dès lors, une accalmie est intervenue dimanche après l'ordre donné par Sadr à ses miliciens de se retirer des rues. Une décision saluée par le gouvernement irakien après six jours de combats sanglants. Finalement, le commandement militaire à Bagdad décidait de lever, lundi 31 mars, le couvre-feu dans la capitale et Al Maliki ordonnait mardi que cessent les arrestations arbitraires de miliciens chiites, qualifiant de « succès » l'opération menée à Bassora.

Mais, en réalité, il s'agit d'un échec total pour le Premier ministre. Les milices à Bas-

sora sont toujours en place, poursuivant leurs trafics, et aucun des quartiers qui étaient sous la domination de l'Armée du Mahdi n'a été repris. De plus, en dépit des 30 000 hommes sur place, l'armée et la police irakiennes ont dû appeler les alliés anglo-saxons à l'aide pour se sortir de ce mauvais pas. Théoriquement valide jusqu'au 8 avril, l'offre faite par le Premier ministre de racheter les armes aux miliciens est restée sans conséquence notable. Al Maliki, qui avait pourtant affirmé qu'il resterait à Bassora jusqu'à la victoire, est finalement retourné à Bagdad avec une crédibilité politique encore plus mince qu'avant. Enfin, le mois de mars aura été l'un des mois les plus meurtriers en Irak récemment, avec plus de 1000 tués, soit une augmentation de 50% par rapport à février. Au moins 461 personnes, en majorité des civils, ont été tuées au cours des violences opposant l'armée irakienne à l'Armée du Mahdi.

Vu la situation, les Britanniques ont décidé de reporter le retrait du reste de leurs troupes postées en Irak prévu initialement pour le printemps 2008. Quant aux propos du président Bush au début de l'opération militaire présentant l'initiative de son allié comme « un test historique pour l'Irak libre », ils ont désormais trouvé une réplique cinglante : « Mission unaccomplished, again ».

L'emprise de l'Iran

Le grand vainqueur de ces affrontements reste Téhéran. En effet, l'armée américaine avait appelé dès le mercredi 26 mars l'Iran à user de son influence pour stopper les violences. Par ailleurs, les négociations pour un cessez-le-feu entre Moqtada Sadr et les trois émissaires d'Al Maliki dimanche 30 mars se sont tenues à Qom, quartier général du pouvoir religieux iranien. Ce serait sous la houlette du général iranien Qassem Suleimani, chef des brigades Al-Qods du corps des pasdarans, que ce cessez-le-feu aurait été conclu.

Et ce n'est pas tout : au moins deux des trois envoyés d'Al Maliki étaient titulaires de la double nationalité irako-iranienne et avaient vécu des années en exil à Téhéran. Officiellement cependant, Téhéran soutient le gouvernement d'Al Maliki, et Moqtada Sadr déclare n'être en aucun cas une extension politique ou militaire de l'Iran, affirmant constamment son indépendance. Mais Washington continue d'accuser l'Iran d'armer et d'entraîner les milices chiites d'Irak, y compris celles qui s'opposent entre elles. Dans cet imbroglie, une triste certitude persiste : il y aura sans doute d'autres affrontements interchiites avant les élections régionales du 1^{er} octobre. Déjà, des responsables du mouvement sadriste mettent en garde le gouvernement, l'accusant de ne pas avoir respecté ses engagements dans la trêve en continuant à interpellier injustement ses partisans. ■

AMINA BOUBIA



PHOTOS AFP



■ Moqtada Sadr, chef de l'armée du Mahdi.